

## Industrialisation, désindustrialisation, ré-industrialisation en Europe

Le cas de la sidérurgie lorraine (1966-2006)

Pascal Raggi

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/4478>

DOI : [10.4000/rives.4478](https://doi.org/10.4000/rives.4478)

ISSN : 2119-4696

### Éditeur

TELEMME - UMR 6570

### Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2013

Pagination : 11-28

ISSN : 2103-4001

### Référence électronique

Pascal Raggi, « Industrialisation, désindustrialisation, ré-industrialisation en Europe », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 46 | 2013, mis en ligne le 15 octobre 2014, consulté le 21 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rives/4478> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rives.4478>

---

# Industrialisation, désindustrialisation, ré-industrialisation en Europe. Le cas de la sidérurgie lorraine (1966-2006)

Pascal RAGGI  
Université de Lorraine

---

Résumé : Au milieu des années 1960, avec environ 20 millions de tonnes produites par an, la France était le 4<sup>ème</sup> producteur européen d'acier derrière l'URSS, la RFA et le Royaume-Uni. Près des deux tiers de cette production étaient élaborés en Lorraine où 100 000 ouvriers et employés travaillaient dans les usines sidérurgiques. Moins d'une génération plus tard, la désindustrialisation, issue en grande partie par la crise économique des années 1970, conduit à un effondrement considérable des effectifs de la sidérurgie. Aujourd'hui, il n'y a plus que 8000 sidérurgistes dans la région. Mais, du milieu des années 1960 à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'industrie sidérurgique régionale s'est aussi adaptée aux nouvelles conditions du marché mondial de l'acier. Cette adaptation est un élément d'un processus de ré-industrialisation. Pour la région Lorraine, la désindustrialisation – décrite comme une succession de licenciements massifs, de fermetures de sites et de destructions d'usines – et la ré-industrialisation – vue comme une adaptation à la mondialisation – peuvent être interprétées autant comme de profondes transformations sociales que comme des évolutions économiques.

---

In the mid-1960s, with about 20 million tons produced by year, France was the 4th European steel producer behind the USSR, West-Germany and the United Kingdom. Nearly two thirds of this production was made in Lorraine where 100,000 workers and employees worked in steel mills. Only one generation later, the deindustrialization caused mainly by the 1970s economic crisis led to a massive drop in the number of people employed by the steel industry. Today there are about 8,000 steelworkers in the region. But, from the mid-1960s to the dawn of the 21st century, the regional steel industry was also able to adapt to the new economic conditions of the global steel market. This adaptation is a part of a reindustrialization process. For the Lorraine region, deindustrialization – described as a succession of massive layoffs, site closures and factory destructions – and reindustrialization – seen as adaptation to globalization – can be construed as much as deep social transformations as economic evolutions.

## INTRODUCTION

Au milieu des années 1960, avec un peu moins de 20 millions de tonnes produites, la France est le 4<sup>e</sup> producteur européen d'acier derrière l'URSS, l'Allemagne de l'Ouest et le Royaume-Uni<sup>1</sup>. Près des deux tiers de cette production sont alors réalisés en Lorraine<sup>2</sup> où 100 000 personnes, ouvriers et employés, travaillent dans les usines sidérurgiques<sup>3</sup>. Pourtant, à la même époque, les difficultés de la sidérurgie régionale sur les marchés français, européens et mondiaux de l'acier fragilisent sa situation économique. En 1966, dans le cadre d'une convention entre l'État et les entreprises sidérurgiques, un « plan professionnel » prévoit la suppression de 15 000 emplois pour moderniser l'activité sidérurgique française. Néanmoins, en Lorraine, ce secteur industriel continue de donner du travail à près de 90 000 personnes à la fin de la décennie<sup>4</sup>. À partir de 1975, les effets de la crise économique des années 1970 accélèrent les restructurations des sites de production sidérurgiques régionaux. Ils entraînent des licenciements massifs et des fermetures de sites. Les difficultés de la sidérurgie se prolongent jusqu'à la fin des années 1980 tandis que les mines de fer disparaissent<sup>5</sup> et que les Houillères du Bassin de Lorraine (HBL) organisent leur cessation d'activité pour le tout début du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Cette évolution constitue un processus de désindustrialisation c'est-à-dire le recul de l'industrie dans la part de l'emploi total<sup>7</sup>. La majeure partie des activités industrielles souvent issues de l'industrialisation mise en place depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle disparaissent sans être remplacées par des activités équivalentes, notamment en nombre d'emplois. Les conséquences ne sont donc pas limitées au domaine économique<sup>8</sup>. Elles ont une dimension sociale et culturelle voire politique.

Dans les pays anglo-saxons, et singulièrement aux États-Unis, l'étude de la désindustrialisation a connu des renouvellements importants depuis l'ouvrage

---

1 Espace Archives Arcelor Mittal Florange (EAAM), Chambre syndicale de la sidérurgie française (CSSF), *Annuaire 1968*, p. 1.

2 En 1965, les usines de Meurthe-et-Moselle et de Moselle assurent « (...) 63 % de la production française d'acier brut et de celle de produits laminés », in EAAM, CSSF, *Annuaire 1966*, p. 4.

3 En 1964, voir Bernard SINOÛ, « La Lorraine face à la crise sidérurgique », *Économie et statistique*, n° 92, Septembre 1977, p. 32.

4 Bernard SINOÛ, *op. cit.*

5 En 1990, il n'y a plus que 4 mines de fer en activité en Lorraine : Mairy-Mainville (Meurthe-et-Moselle), Moyeuivre, Tressange et Audun-le-Tiche (Moselle). En 1997, elles sont toutes fermées.

6 Le 22 avril 2004, le site de La Houve de Creutzwald (Moselle) ferme : c'est la fin de l'exploitation du charbon sur le territoire français, initialement prévue pour 2005.

7 Définition de Lionel FONTAGNÉ et Jean-Hervé LORENZI, *Désindustrialisation, délocalisations*, Paris, La documentation française, 2005, p. 12, citée par Pierre LAMARD et Nicolas STOSKOPF, *1974-1984. Une décennie de désindustrialisation ?*, Paris, Picard, 2009, p. 7.

8 Lionel FONTAGNÉ et Jean-Hervé LORENZI, *op. cit.*, p. 14-15.

pionnier de Barry Bluestone et Bennett Harrison<sup>9</sup>, deux économistes qui analysaient les caractéristiques de la disparition des vieilles industries américaines en appelant de leurs vœux une ré-industrialisation à visage humain. La région des Grands Lacs, où les activités métallurgiques et sidérurgiques furent à la base du développement industriel, apparaissant d'ailleurs comme l'archétype de l'espace touché par le phénomène. En 2003, un ouvrage collectif nord-américain – *The meanings of deindustrialization*<sup>10</sup> – et, plus récemment, le livre de Steven High – *Industrial sunset. The making of North America's Rust Belt, 1969-1984*<sup>11</sup> – revenaient sur la complexité du phénomène de désindustrialisation mise en évidence en France, d'une part, avec les études pionnières compilées par Michel Hau<sup>12</sup> et, d'autre part, dans les actes d'un colloque de 2007 dirigés par Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf<sup>13</sup>. Dans ces travaux ce qui a parfois été qualifié de naufrage industriel<sup>14</sup> pour la sidérurgie lorraine n'est étudié qu'avec d'autres branches industrielles<sup>15</sup>.

---

9 Barry BLUESTONE & Bennett HARRISON, *The deindustrialization of America. Plants Closings, Community Abandonment and the Dismantling of Basic Industry*, New-York, Basic Books, 1982, 323 pages. Pour le Royaume-Uni, voir le travail de définition fondateur effectué dans Frank BLACKABY (ed.), *De-industrialisation*, Londres, Heinemann, 1979, 275 pages et par Stephen BAZEN & Anthony THIRLWALL, *Deindustrialization*, Londres, Heinemann, 1989, 92 pages.

10 Jefferson COWIE & Joseph HEATHCOTT *Beyond the ruins. The meanings of deindustrialization*, Ithaca, Cornell University Press, 2003, 372 pages.

11 Steven HIGH, *Industrial sunset. The making of North America's rust belt 1969-1984*, Toronto, University of Toronto Press, 2003, 306 pages.

12 Michel HAU (dir.), *De-industrialisation in Europe 19th-20th centuries*, Séville, Fundación fomento de la historia económica, 1998, 211 pages.

13 Pierre LAMARD et Nicolas STOSKOPF, *1974-1984. Une décennie de désindustrialisation ?*, *op. cit.*, 269 pages.

14 Michel HAU, « Les grands naufrages industriels français », in Pierre LAMARD et Nicolas STOSKOPF, *1974-1984. Une décennie de désindustrialisation ?*, *op. cit.*, p. 15-35.

15 Depuis le célèbre ouvrage d'Élie COHEN, *L'État brancardier. Politiques du déclin industriel (1974-1984)*, Paris, Calmann-Lévy, 1989, d'autres études historiques consacrées à la désindustrialisation concernant l'ensemble de l'industrie française sont parues. On lira, notamment, et comme compléments des ouvrages cités dans les notes de bas de page de cet article (liste non-exhaustive) : Patrick ARTUS et Marie-Paule VIRARD, *La France sans ses usines*, Paris, Fayard, 2011 ; Éric BUSSIÈRE (dir.), *Georges Pompidou face à la mutation économique de l'Occident (1969-1974)*, Paris, PUF, 2003 ; Pierre LAMARD et Nicolas STOSKOPF, « La désindustrialisation : fatalité, mythe ou réalité ? », *L'essentiel des relations internationales*, juin-juillet 2011, p. 22-25 ; Robert POITRENAUD, *La désindustrialisation : restructurations, délocalisations*, Paris, Éditions PEMF, coll. Un œil sur..., 2006.

Des rapports gouvernementaux ont aussi permis de préciser les conséquences de la désindustrialisation sur l'économie française : Lilas DEMMOU, « La désindustrialisation en France », *Les cahiers de la DGPE*, n° 2010-01, février 2010 ; Lionel FONTAGNÉ et Jean-Hervé LORENZI, *op. cit.*

Pour les aspects régionaux, et à des fins comparatives, voir (entre autres titres) : Jacques GARNIER, *Un appareil productif en mutation. Les 50 ans qui ont tout changé en Provence Alpes Côte d'Azur*,

Néanmoins, la sidérurgie – entre les nationalisations et les privatisations – a été complètement restructurée après plusieurs phases de réorganisations entrepreneuriales, financières et technologiques consécutives et parfois contradictoires. En Lorraine, les entreprises issues des firmes mises en place par les maîtres de forges, puis les pouvoirs publics et, enfin, les multinationales ont réduit fortement les effectifs et le nombre d'usines. La description de cette évolution montre comment cette activité a été transformée par une désindustrialisation dont les conséquences dépassent le domaine économique et concernent aussi l'ensemble de cet espace géographique<sup>16</sup>.

Les grandes restructurations des années 1960-1970 ont, tout d'abord, été effectuées dans un contexte d'adaptation à la nouvelle donne du marché de l'acier : à proprement parler, il ne s'agit pas encore de désindustrialisation. Les entreprises sidérurgiques cherchent à améliorer leurs performances en rationalisant leurs productions.

La genèse du phénomène est liée à la crise économique des années 1970. Alors que certaines branches de l'activité sidérurgique sont encore en cours de modernisation, les difficultés économiques accélèrent un processus de désindustrialisation qui n'est plus seulement un phénomène de remplacement d'une activité industrielle par une autre. Les conséquences sociales négatives, des licenciements au développement du chômage, singularisent alors cette désindustrialisation des années 1970-1990 des autres périodes de désindustrialisation qui existent dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Les pertes d'emplois ainsi que la déstructuration d'un tissu économique et social bâti en un siècle au profit des entrepreneurs, des populations et de l'aménagement du territoire sont au cœur de cette évolution.

Pourtant, malgré les fermetures de sites, la réduction considérable du nombre de postes et l'image d'activité sinistrée, la sidérurgie lorraine a participé à un processus de ré-industrialisation régional. Il convient aussi de présenter cette nouvelle sidérurgie à la fois vestige d'une forme d'industrialisation reposant sur la

---

Paris, Economica, 2011 ; Michel HAU, «Les facteurs historiques de la désindustrialisation des bassins miniers français », in Patrice CARO, Olivier DARD et Jean-Claude DAUMAS, *La politique d'aménagement du territoire : racines, logiques et résultats*, Rennes, PUR, 2002 ; Laurent JALABERT & Christophe PATILLON, *Mouvements ouvriers et crise industrielle dans les régions de l'Ouest atlantique des années 1960 à nos jours*, Rennes, PUR, 2010 ; Christopher JOHNSON, *Life and death of industrial Languedoc, 1700-1920*, New-York Oxford, Oxford University Press, 1995 ; Donald REID, *The Miners of Decazeville: A Genealogy of Deindustrialization*, Cambridge, Harvard University Press, 1986.

<sup>16</sup> La région Lorraine, entité administrative créée en 1960, comprend 4 départements. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'activité sidérurgique dans de grandes unités de production est concentrée dans deux d'entre eux : en Meurthe-et-Moselle (bassin de Nancy et Pays-Haut) et en Moselle (Nord-Ouest). Dans la Meuse et dans les Vosges, les entreprises du secteur de la métallurgie sont peu nombreuses et de taille plus petite que les usines métallurgiques et sidérurgiques meurthe-et-mosellanes et mosellanes.

production d'acier, mais également activité de pointe au vu des mutations de ses process industriels.

### **LES RESTRUCTURATIONS DE LA FIN DES « TRENTE GLORIEUSES »<sup>17</sup>**

Fondé en 1948 par la fusion de sociétés métallurgiques et sidérurgiques principalement situées dans le Nord de la France, le groupe Usinor renforce son implantation en Lorraine par l'absorption du groupe Lorraine-Escaut en 1966. Cette concentration de sociétés sidérurgiques est le résultat de la convention État-sidérurgie dont l'objectif est la rationalisation de la production sidérurgique. Les gains de productivité liés à la fermeture des sites les moins rentables et l'extension des capacités de productions doivent aboutir à la constitution de « champions nationaux ». De 1966 à 1970, Usinor développe la sidérurgie sur l'eau à Dunkerque et restructure les usines sidérurgiques continentales au profit des installations de Longwy et au détriment de celles du Nord : le train de laminoir de Valenciennes ainsi que les deux hauts-fourneaux et l'aciérie de l'usine de Louvroil sont fermés. L'aciérie Thomas de Mont-Saint-Martin est également arrêtée et sa production transférée vers celle de Senelle. À la fin des années 1960 et au début de la décennie suivante, les premières restructurations de la sidérurgie ne sont donc pas défavorables à la Lorraine.

Le choix du développement de deux types de sidérurgie en France – sur l'eau et continentale – favorise également la création d'un autre « champion national » : Wendel-Sideler. Constitué en 1968 par la fusion de De Wendel, Sideler et de la société mosellane de sidérurgie, ce groupe détient plus de la moitié des capacités de production de la sidérurgie lorraine. Afin de faire progresser la productivité dans ses usines, le groupe Wendel-Sideler met en place un plan de conversion pour la période 1971-1975. Le niveau de la production d'acier doit être maintenu et des sites fermés. En 1971-1972, les aciéries Thomas d'Hayange et de Knutange ainsi que toutes les aciéries Martin (sauf celle de la Fenderie d'Hayange-Sérémange) sont arrêtées : 12350 emplois doivent être supprimés<sup>18</sup>. En 1974, l'usine d'Homécourt ferme son aciérie Thomas, ses fours pits et son train à demi-produits, celle de Micheville s'arrête ; à Hayange, l'aciérie Martin et les laminoirs sont fermés ; à Knutange, les hauts-fourneaux sont arrêtés. La création de 1700 nouveaux postes dans les installations préservées, comme celle de Gandrange, ne compensent

---

<sup>17</sup> Voir les cartes en annexes pour le repérage des principaux sites.

<sup>18</sup> Calculs effectués par Christine Gauger, pour la période allant du 31 mai 1971 au 30 juin 1972, puis sur 3 années à partir du 27 octobre 1971, d'après Michel FREYSSINET et Françoise IMBERT, *Capital sidérurgique et classe ouvrière en Lorraine (1945-1975)*, Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 1976, p. 50-53, in Christine GAUGER, *Évolution et restructurations de la branche sidérurgique en France*, thèse de sciences économiques, Paris, 1978, p. 201.

bien évidemment pas les pertes. Néanmoins, dans le contexte économique de la fin des « Trente Glorieuses » où l'activité industrielle est encore dynamique, les importantes conséquences sociales de ces diminutions d'effectifs sont compensées par un dispositif de rééquilibrage de l'emploi régional mis en place par Wendel-Sidelor. Il repose sur cinq points : la prise en compte des départs naturels, le non-renouvellement des contrats temporaires, les préretraites, les transferts de personnel et la création de nouveaux emplois<sup>19</sup>. En 1973-1974, alors que la restructuration de Wendel-Sidelor est quasiment achevée, 6500 emplois ont été supprimés. Mais, consécutivement aux 4000 mises en préretraites et à la prise en compte des départs naturels non-remplacés, ce sont surtout les salariés concernés par le non-renouvellement des emplois temporaires (4000 personnes en 1971) qui sont le plus touchés<sup>20</sup>. Pour l'emploi régional, les effets de la disparition de ce type d'emplois s'ajoutent aux mutations de personnels : 2100 personnes ont ainsi été mutées à l'usine de Fos-sur-Mer<sup>21</sup>. Pour les populations ouvrières de Lorraine, au début des années 1970, les conséquences sociales limitées des restructurations chez Wendel-Sidelor ne sont qu'un prélude à un démantèlement d'une grande partie de la sidérurgie régionale. Consécutif aux bouleversements du marché de l'acier après la crise de 1973, la réorganisation de la production sidérurgique entraîne une modification profonde de l'économie lorraine.

Le bilan des restructurations de la fin des années 1960 est pourtant positif pour les dirigeants de la sidérurgie lorraine, comme l'indique une plaquette d'information grand public diffusée, au début des années 1970, par l'ASSIMILOR (Association de la Sidérurgie et des Mines de fer de Lorraine)<sup>22</sup>. La production régionale d'acier est passée de 12,3 millions de tonnes en 1966 à 14 millions de tonnes en 1970. La productivité a cru de 6,7% par an. 3,6 milliards de francs d'investissements ont été réalisés pour la période 1966-1970 et 3,8 milliards de francs doivent l'être pour 1971-1975. Les plus grands hauts-fourneaux lorrains produisent 2300 tonnes de fonte par jour. Dans les usines lorraines, les sidérurgistes élaborent la totalité des palplanches lourdes françaises<sup>23</sup> et 80% des feuillards et des rails fabriqués en France. Ces informations chiffrées sont données à côté d'une rubrique intitulée « quelques records » dont les mentions valorisent encore davantage les réussites sidérurgiques régionales. On y apprend que la plus grande aciérie Kaldo<sup>24</sup> du monde

---

19 Christine GAUGER, *Évolution et restructurations de la branche sidérurgique en France*, thèse de sciences économiques, Paris, 1978, p. 204-208.

20 Christine GAUGER, *op. cit.*, p. 205.

21 Christine GAUGER, *op. cit.*, p. 207. L'usine de Fos-sur-Mer débute sa production en 1975.

22 ASSIMILOR, « Ce qu'il faut savoir de la sidérurgie lorraine », 1971, Archives municipales de Sarrebourg, 1PM7 (Fonds Pierre Messmer).

23 Palplanches : pièces métalliques à section mince qui, juxtaposées, peuvent constituer des parois planes appelées rideaux.

24 Aciérie Kaldo : aciérie dont les convertisseurs – les fours Kaldo – sont à soufflage latéral et dans lesquels le brassage de l'acier liquide est assuré par la rotation de la cornue, un peu à

se trouve en Lorraine. Mais aussi que la région possède : le train à fer marchands et le train à fil les plus modernes d'Europe, la plus grande chaîne d'agglomération et la plus importante chaîne plate fabriquant des pièces de voiries, des raccords et des accessoires ainsi que la plus grosse presse de forgeage à froid du continent européen. La coulée continue à acier spéciaux développée par la sidérurgie lorraine est également la plus importante de France.

Pour les patrons<sup>25</sup> et l'État français qui a encouragé cette modernisation et ce gigantisme, l'avenir semble assuré. Dans cette plaquette d'information, à la question posée sur les destinées de l'activité sidérurgique en Lorraine, relativement à la création du complexe industriel de Fos-sur-Mer, il est répondu que « (...) Fos ne sera pas un concurrent de la sidérurgie lorraine, mais son indispensable prolongement »<sup>26</sup> ! Alors que ce site littoral méditerranéen est mis à feu en 1975, année pendant laquelle la consommation mondiale d'acier baisse de 16%<sup>27</sup>, la sidérurgie lorraine entre dans une période difficile. D'autant plus que le choix du gigantisme pour produire de l'acier arrive en contretemps d'évolutions commerciales et techniques privilégiant, comme dans les petites usines de la région italienne de Brescia, la production au sein de mini-acières électriques. Et si la crise conjoncturelle ne surprend pas les dirigeants de la sidérurgie, l'ampleur des problèmes économiques structureux n'est pas encore bien appréhendée, d'autant moins que les sidérurgistes viennent de moderniser et sont encore en phase de modernisation de leur activité. D'ailleurs, jusqu'en 1974, les aciéristes comme les producteurs français de minerai de fer sous-estiment l'ampleur de la crise qui est, cependant, seulement en train de débiter : « Pendant les 3 premiers trimestres de 1973, l'économie mondiale a connu une expansion que ne laissent aucunement prévoir les premiers signes de la reprise constatée fin 1972. Les accidents monétaires, toujours aussi brutaux qu'imprévus, survenus durant cette période n'ont pas réussi à freiner cette tendance ; même le bouleversement du marché mondial de l'énergie, provoqué par la guerre du Proche-Orient, n'a pas eu le temps d'entraîner une répercussion directe importante sur les niveaux de la production d'acier dans les pays de l'ancienne Communauté ([CECA]) »<sup>28</sup>.

---

la façon d'une bétonnière. Ce procédé a disparu pour des raisons économiques : le coût de renouvellement des réfractaires, soumis à des chocs thermiques répétés, étant trop important.

25 Au début des années 1970, le patronat de la sidérurgie régionale est profondément renouvelé, notamment par l'arrivée de managers, tandis que les familles des anciens maîtres de forges participent de moins en moins à la gestion directe de cette activité industrielle longtemps dominée par le pouvoir décisionnel des barons du fer.

26 ASSIMILOR, « Ce qu'il faut savoir de la sidérurgie lorraine », *op. cit.*

27 Denis WORONOFF, *Histoire de l'industrie en France du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 1998, p. 560.

28 Fonds archivistique du musée des mines de fer de Neufchef, Chambre Syndicale des Mines de Fer de France (CSMFF), *Rapport d'activité pour l'année 1973*, Paris, 1974, p. 5.



## LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE ET LE MARASME RÉGIONAL

À partir de 1974, la situation économique de la sidérurgie lorraine se dégrade rapidement. La production d'acier passe de plus de 14 millions de tonnes cette année-là à environ 10 millions de tonnes en 1975. Les conséquences sociales de la crise structurelle mise au jour par la nouvelle conjoncture économique sont considérables pour la région : « dans certains cantons, plus de 40 % des salariés travaillent dans la sidérurgie ou son amont direct, les mines de fer »<sup>29</sup>.

Le plan « acier » de 1977 n'a pas le temps d'être mis en œuvre à cause de la dégradation de la situation de la sidérurgie. Les entreprises du secteur sont très endettées : 12 milliards de francs de pertes en 4 ans<sup>30</sup>. En décembre 1978, l'État intervient dans le cadre du « plan de sauvetage de la sidérurgie ». Avec le plan Barre, le gouvernement français réoriente la politique industrielle nationale en considérant l'acier comme une production « normale » et non plus comme un symbole de puissance. La gestion de la crise de la sidérurgie doit passer par l'application de mesures classiques du libéralisme économique pour restructurer les usines. Mais, la prise en charge des dettes de la sidérurgie et la réorganisation des sociétés sidérurgiques par l'État aboutit à une nationalisation *de facto*. Elle s'effectue dans le cadre de regroupements d'entreprises autour de Sacilor et d'Usinor et de fermetures d'usines. Les effets sociaux d'une telle politique sont considérables. Les manifestations de Longwy en 1978 et 1979 montrent le désespoir des populations ouvrières face à la fin du monde de l'homme du fer<sup>31</sup>.

Les conséquences sociales du démantèlement d'une grande partie des installations sidérurgiques régionales sont atténuées par la mise en place de la Convention Générale de Protection Sociale (CGPS). Signées le 24 juillet 1979 par tous les syndicats à l'exception de la CGT, la CGPS permet, notamment, des départs en préretraite : à 50 ans avec 79 % du salaire ou avec 70 % de celui-ci pour une retraite anticipée à 55 ans (avec un salaire plancher de 2590 francs par mois). Elle donne aussi la possibilité de toucher des primes en cas de départ volontaire. Dans le bassin de Longwy, cette convention concerne des milliers de personnes : « entre 12 000 et 12 500 travailleurs bénéficient des préretraites, 4000 personnes sont mutées, 4800 primes sont distribuées »<sup>32</sup>. A l'échelle régionale, le groupe Sacilor-Sollac, issu de la restructuration de Wendel-Sidelor de 1972, perd plus de

---

29 Bernard SINOÛ, *op. cit.*, p. 32.

30 François ROTH in Guy CABOURDIN (dir.), *Encyclopédie illustrée de la Lorraine*, Metz-Nancy, Éditions Serpenoise-PUN, 1994, tome 4.2 *L'époque contemporaine. Le vingtième siècle 1914-1994*, p. 184.

31 Gilles NEZOSI, *La fin de l'homme du fer. Syndicalisme et crise de la sidérurgie*, Paris, L'Harmattan, 1999, 305 pages.

32 Gilles NEZOSI, *op. cit.*, p. 212.

42 % de ses effectifs entre 1974 et 1980 soient près de 20 000 salariés<sup>33</sup>. Pour la même période, les réductions d'effectifs au sein du groupe Usinor aboutissent à une baisse de plus de 35 % du nombre d'emplois soient près de 8000 personnes<sup>34</sup>.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 entraîne, dans un premier temps, la poursuite de l'intervention de l'État dans la gestion des entreprises sidérurgiques : le 18 novembre, l'Assemblée Nationale adopte la loi de finances permettant la prise de contrôle étatique. Mais, les pertes enregistrées par ces grands groupes industriels modifient les objectifs de l'État : le plan acier de 1984 présenté par Laurent Fabius a peu d'élément en commun avec le discours prononcé par François Mitterrand en octobre 1981 à Longwy<sup>35</sup>! Il prévoit la suppression de 10 000 emplois en Lorraine à l'horizon 1990. Malgré un défilé d'une ampleur considérable organisé à Paris le 13 avril 1984, la sidérurgie régionale n'échappe pas à une profonde restructuration.

Les usines de Knutange, Pompey et Usinor-Longwy sont fermées. La production est concentrée dans la vallée de la Fensch : à Gandrange, à Hagondange, à Sérémeange (Sollac) et à Uckange. En mai 1984, Unimétal est créée pour la filière des produits longs et, en juin, Ascométal est mise sur pieds pour les aciers spéciaux. Ces deux entreprises sont contrôlées par Usinor et Sacilor. Dès janvier 1986, Usinor cède à Sacilor l'ensemble de ses participations dans Unimétal et Ascométal ; le 4 septembre, Francis Mer est nommé président d'Usinor-Sacilor. Désormais, une stratégie économique, financière et technologique commune unit les deux groupes sidérurgiques.

En 1987, Usinor-Sacilor met en place la branche produits plats autour de Sollac et la branche aciers inoxydables et alliages autour d'Ugine SA. La même année, le holding Usinor-Sacilor est constitué : « La centralité juridique de la société holding s'accompagne [alors] d'une réelle décentralisation par produits, très lisible dans les bilans »<sup>36</sup>. Cette restructuration s'effectue conjointement à une diminution du nombre de salariés dans les usines. De 1984 à 1987, plus de 12 000 emplois ont été supprimés<sup>37</sup>. Dès 1984, Jacques Chérèque, responsable syndical CFDT, est nommé

---

33 EAAM, Ministère du travail et de la participation, *Le processus de restructuration industrielle du groupe Sacilor-Sollac depuis 1948*, 1981, p. 100.

34 EAAM, Ministère du travail et de la participation, *Le processus de restructuration industrielle de la société Usinor depuis 1948*, 1980, p. 75.

35 « (...) Il n'y aura pas de secteurs condamnés, qu'il s'agisse, dans votre région, de la sidérurgie qu'il nous faut sauvegarder, développer, des mines de fer dont l'exploitation doit être poursuivie au prix d'un grand effort que supportera notamment la collectivité nationale, car il faut développer les technologies qui, en l'espace de trois à quatre ou cinq ans, nous permettront d'améliorer la teneur du minerai afin que vous soyez en mesure d'affronter victorieusement la compétition internationale ; nous assurerons la transition », extrait cité par François ROTH in Guy CABOURDIN (dir.), *Encyclopédie illustrée de la Lorraine*, Metz-Nancy, *op. cit.*, p. 234.

36 Philippe MIOCHE, « La sidérurgie française de 1973 à nos jours. Dégénérescence et transformations » in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 42, avril-juin 1994, p. 22.

37 François ROTH in Guy CABOURDIN (dir.), *Encyclopédie illustrée de la Lorraine*, Metz-Nancy, *op. cit.*, p. 186.

préfet pour le redéploiement industriel dans l'objectif de gérer les conséquences sociales de leur disparition par l'application de la convention sociale de la sidérurgie<sup>38</sup>. Il est aussi chargé de préparer l'avenir industriel voire postindustriel de la Lorraine. Ainsi, la création du Pôle Européen de Développement (PED) de Longwy devait compenser une partie des pertes d'emplois<sup>39</sup>.

Dans la sidérurgie, l'action étatique s'est développée dans le cadre des restructurations entrepreneuriales auxquelles différents gouvernements ont participé : indirectement avec des plans quinquennaux ou directement avec les nationalisations et les privatisations. En Lorraine, cette action déçoit les travailleurs de la sidérurgie. Car, au-delà de la perte de leurs emplois, ils assistent impuissants à la fin d'un système de production qui avait été bâti depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'accueil réservé à Jacques Chérèque à Longwy en décembre 1984 en est une des nombreuses manifestations de la colère des victimes de la désindustrialisation : « Les insultes volaient bas, mais c'est peut-être celle de « menteur » qui a dû faire le plus de mal au préfet-délégué. « On en a marre des emplois bidons, on en a marre des promesses, les mots, ça suffit ! » »<sup>40</sup>.

La population ouvrière de Lorraine subit alors « la remise en cause des fondements du localisme »<sup>41</sup>. Comme l'a bien montré Éric Godelier pour Usinor-Arcelor, l'évolution des entreprises sidérurgiques vers une gestion des ressources humaines moins paternaliste, dans le cadre d'une diminution du nombre de postes de travail, modifie profondément les habitudes de gestion du personnel les plus anciennes : « La prise en charge des ouvriers, même lorsqu'ils ne sont plus totalement productifs, était considérée comme un aspect de la responsabilité sociale de l'entreprise. Elle est remise en cause. Les postes « allégés » pour les anciens sont supprimés »<sup>42</sup>. Les interactions réciproques entre chaque usine de Lorraine et leur environnement géographique proche, sur le plan économique et social, avait habitué ceux qui y travaillaient et leurs familles à une proximité industrielle qui est remise en cause par la nouvelle organisation des entreprises sidérurgiques.

Cette dernière est le résultat de l'adaptation aux modifications du marché de l'acier. À la fin des années 1980, une nouvelle répartition qualitative de la production se confirme : « Il apparaît de plus en plus que, dans l'avenir, les produits sidérurgiques devront avoir des qualités de plus en plus performantes et être de

---

38 Sur son parcours, voir Jacques CHÉRÈQUE, *La rage de faire*, Paris, Balland, 2007, 286 pages.

39 Michel Hau revient sur les limites du projet et son échec relatif in Michel HAU, « Les grands naufrages industriels français », *op. cit.*, p. 24-25 (notes de bas de page n<sup>os</sup> 17 et 18).

40 Article du journal régional *Le Républicain Lorrain* du 7 décembre 1984, cité par Serge BONNET, *L'Homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains, tome IV, 1974-1985*, Nancy-Metz, Presses Universitaires de Nancy-Éditions Serpenoise, 1985, p. 506.

41 Éric GODELIER, *Usinor-Arcelor du local au global...*, Paris, Lavoisier, coll. Hermès-science, 2006, p. 387.

42 Éric GODELIER, *op. cit.*, p. 392.

mieux en mieux adaptés aux utilisations prévues. Les mini-usines feront les aciers de qualité courante ; les groupes sidérurgiques devront être à l'affût des besoins «pointus» de la clientèle. Il est estimé que 40% des aciers actuellement fabriqués ([1989]) n'existaient pas il y a dix ans »<sup>43</sup>.

## **UNE NOUVELLE SIDÉRURGIE DANS UNE LORRAINE RÉINDUSTRIALISÉE<sup>44</sup> ?**

En Lorraine, une nouvelle répartition de la production sidérurgique se met en place consécutivement à un processus de concentration. Cette évolution s'accompagne d'une diminution importante du nombre d'emplois dans le secteur de la sidérurgie. En 1990, les effectifs de la sidérurgie ont été fortement réduits : 12 000 personnes travaillent alors dans ce secteur (voir annexe n° 1). En effet, conjointement à la restructuration capitaliste et financière, l'innovation technologique permet d'améliorer les rendements : on produit mieux et plus avec moins de personnel. Par exemple, en 1986, la mise en œuvre d'un four électrique à l'aciérie de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle), s'accompagne de l'automatisation intégrale de la coulée continue et donc d'une diminution importante du nombre de sidérurgistes. 560 ouvriers, employés et cadres travaillent désormais dans cette usine dont les effectifs dépassaient les 2800 personnes en 1983<sup>45</sup> ! Au niveau régional, la sidérurgie est intégrée dans un nouveau tissu productif aux caractéristiques moins mono-industrielles qu'auparavant. La diversification industrielle voulue et soutenue par les pouvoirs publics régionaux étant censée préserver l'emploi tout en évitant de développer un secteur d'activité au détriment des autres<sup>46</sup>. Ainsi, en 1968, la Lorraine compte environ 5 000 emplois dans le secteur automobile, en 2004 il y en a 23 000<sup>47</sup>. Si l'emploi s'est maintenu dans ce secteur, en atteignant un niveau moins important par la suite<sup>48</sup>, d'autres branches d'activité n'ont pas pu s'implanter

---

43 Henri D'AINVAL, *Deux siècles de sidérurgie française*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1994, p. 303.

44 Voir, en annexe, les cartes des implantations d'usines sidérurgiques en 1974 et 1994 pour avoir une idée du rétrécissement géographique de l'emprise régionale de la sidérurgie.

45 François MOULIN, *Le peuple du fer. Mineurs et sidérurgistes du bassin de Neuves-Maisons*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2006, p. 106 et 110.

46 Voir Pascal RAGGI, « Messmer et les problèmes économiques et sociaux en Lorraine » in François AUDIGIER, François COCHET, Bernard LACHAISE et Maurice VAÏSSE (dir.), *Pierre Messmer. Au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve, 2012, p. 387.

47 INSEE, *Économie Lorraine*, « Industrie automobile en Lorraine : des positions à consolider », n° 148, novembre 2008, p. 3.

48 En 2006, l'industrie automobile régionale emploie environ 20 000 personnes in INSEE, *Économie Lorraine*, « Industrie automobile en Lorraine : des positions à consolider », *op. cit.*, p. 1.

longtemps dans la région. L'entreprise d'électroménager sud-coréenne Daewoo qui, après une installation en plusieurs temps dans le nord de la région – 1989, 1993 et 1995 –, ferme ses 3 sites en 2003 symbolise même les difficultés de la ré-industrialisation<sup>49</sup>.

Les grandes entreprises sidérurgiques poursuivent, quant à elles, leurs restructurations. En 1989, la fusion d'Usinor et Sacilor constitue une étape supplémentaire dans la constitution d'une véritable firme sidérurgique de niveau mondial : si elle n'emploie plus que 14 000 salariés en Lorraine, elle en a environ 90 000 sur toute la planète. En 1991, le Crédit Lyonnais devient actionnaire du groupe à hauteur de 20 % par la souscription d'une augmentation de capital de 2 milliards de francs. La voie vers la privatisation complète est ouverte.

En 1995, Usinor-Sacilor est privatisée. Cette opération, qui rapporte 10 milliards de francs à l'État, intervient après une période de restructuration : le plan Unimétal de 1992-1995, qui s'est accompagné de 2850 suppressions de postes dans les usines lorraines. Ces deux évolutions symbolisent le nouveau contexte de financiarisation de l'économie mondiale. En somme, dans un contexte difficile pour l'acier, la privatisation a été préparée par une amélioration de la compétitivité réalisée au détriment de l'emploi. La sidérurgie lorraine est ensuite recentrée sur des secteurs de production à haute valeur ajoutée.

Néanmoins, la logique financière qui prévaut désormais dans l'organisation des entreprises sidérurgiques ne les met pas à l'abri de nouvelles restructurations décidées pour améliorer encore les bénéfices. Cette recherche de performance financière explique aussi l'évolution entrepreneuriale des années 1990-2000. Même la transformation de la raison sociale de la plus grande entreprise sidérurgique française obéit à des règles en cours sur les marchés internationaux<sup>50</sup> ! En 2001, Usinor, l'entreprise luxembourgeoise Arbed et la société espagnole Aceralia fusionnent afin de créer un groupe sidérurgique mondial encore plus grand et plus performant. En 2004, Arcelor, l'entreprise issue de cette fusion, réalise un chiffre d'affaire de plus de 30 milliards d'euros soit une hausse de plus de 4 milliards par rapport à l'année précédente. Bien évidemment, de tels résultats séduisent non seulement d'éventuels investisseurs mais également d'autres firmes en mesure de s'approprier Arcelor.

Le 28 janvier 2006, une offre publique d'achat (OPA) hostile sur Arcelor pour 18,6 milliards d'euros est annoncée par l'entreprise Mittal Steel Company. Arcelor

---

49 Une pièce de théâtre intitulée *Daewoo*, écrite par François Bon et mise en scène par Charles Tordjman, a été jouée au Festival d'Avignon le 18 juillet 2004 et au Centre Dramatique National Nancy-Lorraine du 12 octobre au 22 octobre 2005, puis, de 2005 à 2006, dans le cadre d'une tournée française et européenne : « Quel simple trait d'union avec les suppliants d'Eschyle : où iraient-elles se plaindre, sur quelle île trouveraient-elles asiles, les ouvrières aujourd'hui licenciées ? », in *Dossier de presse Daewoo*, Nancy, Théâtre de la manufacture, 2005, p. 3.

50 Voir « Usinor s'apprête à abandonner le nom de Sacilor », *Les Échos*, 19 février 1997.

essaie de résister, d'autant que seulement un quart de l'offre est payée en espèces et que l'entreprise européenne dispose de 17,6 milliards d'euros de fonds propres. Néanmoins, en février 2006, après une hausse d'Arcelor, la capitalisation boursière des deux groupes est presque identique. Après plusieurs tentatives d'Arcelor d'échapper à un rachat par Mittal, une OPA non-hostile à hauteur de 26,9 milliards d'euros finit par convaincre le conseil d'administration. Le 25 juin 2006, le groupe Arcelor-Mittal est créé. Désormais, la majorité des emplois de la sidérurgie lorraine est concentrée dans les usines de cette entreprise aux nombreuses ramifications mondiales.

Les phases de concentration et de rationalisation aboutissent aussi à la diminution des productions d'acier et de fonte et, conjointement, à la perte de terrain de la Lorraine par rapport à d'autres régions françaises. De 1988 à 2004, la quantité d'acier fabriquée dans les usines lorraines diminue de 13,4%, alors qu'elle progresse de 8,6% en France ; la part de la région dans la production nationale passant, dans la même période, de 28% à 22%<sup>51</sup>. Pour la fonte, la baisse est de 41% contre 10,7% au niveau national<sup>52</sup>. Le secteur des produits laminés est le seul qui se maintient avec une progression de 1,6%, même si elle est de 9,7% pour l'ensemble du pays : la Lorraine ne réalisant plus que 30% de la production nationale en 2004 contre 32% en 1988. Toutefois, en 2005, la sidérurgie représente encore plus du quart des emplois régionaux dans la métallurgie : 8500 salariés<sup>53</sup>. Ses liens de clientèle avec les entreprises du secteur automobile, françaises ou allemandes, lui permettent de conserver une place importante sur le marché des aciers et des fontes destinées à la fabrication des voitures et des poids lourds<sup>54</sup>.

Cette sidérurgie aux effectifs réduits et aux productions de haute technicité symbolise la ré-industrialisation du territoire lorrain. En effet, l'impact social de la désindustrialisation qui débute en Lorraine dans les années 1970, voire avant dans certains secteurs de production liés<sup>55</sup>, la singularise fortement des périodes de désindustrialisation/ré-industrialisation qui ont précédé depuis les débuts de l'âge industriel. En cela, elle est donc bien un phénomène déstructurant historique d'une violence inédite en face duquel n'émergent pas toujours des processus structurants

---

51 INSEE, *Économie Lorraine*, « La métallurgie en Lorraine : après le déclin », n°34, août 2005, p. 1.

52 *Ibidem*.

53 INSEE, *Économie Lorraine*, « La métallurgie en Lorraine : après le déclin », n°34, août 2005, p. 3.

54 En 2010, le déplacement de la commission commune d'information sénatoriale sur la désindustrialisation en France s'est effectué, pour la Lorraine, sur des sites de production automobile : chez Renault-Sovab à Batilly (Meurthe-et-Moselle) et à l'usine Smart d'Hambach (Moselle). Ce choix de visites montre l'importance économique et emblématique du secteur automobile dans les projets de ré-industrialisation. Voir Martial BOURQUIN et Alain CHATILON, *Réindustrialisons nos territoires*, Rapport d'information du Sénat, tome II, Annexes, 2011, p. 83-91.

55 Pascal RAGGI, *Les mineurs de fer au travail*, Metz Éditions Serpenoise, 2007, 247 pages.

suffisamment puissants pour contrebalancer, tout au moins à court terme, ses conséquences négatives sur l'emploi. D'ailleurs, lorsque ces processus structurants existent et semblent prometteurs, ils mobilisent généralement des populations et des niveaux de qualification qui correspondent rarement à ceux des ouvriers de l'ancien monde productif : « Au cours de l'année 1983, sur les 280 emplois créés dans le bassin de Longwy, seuls sept étaient occupés par d'anciens sidérurgistes »<sup>56</sup>. L'une des caractéristiques majeures de l'évolution de la main d'œuvre dans la sidérurgie lorraine est, avec la diminution de ses effectifs et le vieillissement des actifs, une augmentation notable de la qualification des travailleurs. La part des techniciens augmente ; comme chez Usinor : « Un nouveau type de salariés intègre la sidérurgie, les jeunes diplômés titulaires d'un BTS ou d'un DUT. Ils sont environ 500 par an à partir du début des années 1980 »<sup>57</sup>. Avec les possibilités de progression en interne et les évolutions technologiques, l'expérience individuelle et collective du travail dans les usines sidérurgiques se transforme beaucoup<sup>58</sup>. Dans le secteur de la métallurgie régionale, les ouvriers qualifiés représentent même 46% de l'emploi en 1999, contre 36% en 1990 et 32 % en 1975<sup>59</sup>. En Lorraine, le taux de technicité atteint d'ailleurs 18% en 1999 contre 14% pour la France<sup>60</sup>. Si les licenciements de la sidérurgie ont durement éprouvé la Lorraine dans les années 1970-1990, entraînant des difficultés sociales importantes et la disparition de sites de production emblématiques à Longwy, à Pompey ou à Thionville par exemple, il ne faut pas pour autant oublier le tournant technologique de cette activité industrielle. En 2006, au moment du rachat d'Arcelor par Mittal décrit plus haut, les établissements sidérurgiques n'ont plus les mêmes fonctions structurantes au niveau régional et local telles qu'ils ont pu les développer dans les trois premiers quarts du XX<sup>e</sup> siècle. Profondément transformée par la désindustrialisation, la sidérurgie lorraine apparaît comme une activité moins singulière dans la mesure où elle n'a plus le même poids sur les structures sociales de la région. Désormais, ce secteur industriel n'assure plus l'intégration de milliers d'ouvriers immigrés par le travail, ne fournit plus de logement à ses travailleurs, pas plus qu'elle ne fédère ses employés autour d'équipes sportives « maison », mais elle continue d'enrichir une région dont elle demeure une activité emblématique. La Lorraine est encore identifiée comme une région « industrielle » où le tertiaire représente plus de 7 emplois sur 10<sup>61</sup> ! En 2010,

---

56 Michel HAU, « Les grands naufrages industriels français », *op. cit.*, p. 25.

57 Éric GODELIER, *op. cit.*, p. 391.

58 Pascal RAGGI, « Restructurations entrepreneuriales et évolutions du travail dans la sidérurgie lorraine (1966-2006) » in Actes du colloque *Les mutations de la sidérurgie mondiale du XX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Le Creusot-Luxembourg, 2012, à paraître.

59 INSEE, *Économie Lorraine*, « La métallurgie en Lorraine : après le déclin », *op. cit.*, p. 2.

60 Le taux de technicité représente la part des cadres et des techniciens parmi les emplois de production industrielle.

61 En 2006, voir INSEE, *Économie Lorraine*, « L'emploi en Lorraine : tertiarisation par désindustrialisation, forte poussée des femmes et des seniors », n° 207, février 2010, p. 2.

l'industrie y représente 18,5% de l'emploi<sup>62</sup>. Surtout, la proximité du Grand-Duché de Luxembourg, important gisement d'emplois majoritairement aussi dans les services, permet aux Lorrains de la zone frontière franco-luxembourgeoise d'avoir accès à des métiers diversifiés et à des perspectives professionnelles intéressantes tandis que le marché du travail français est déprimé<sup>63</sup>. En 2006, un actif lorrain sur 12 était travailleur frontalier au Luxembourg<sup>64</sup>.

## CONCLUSION

La sidérurgie lorraine a été profondément transformée par le processus de désindustrialisation de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et du tout début du XXI<sup>e</sup> siècle. Restructurée, elle a très fortement réduit ses effectifs et le nombre d'usines en activité<sup>65</sup>. Ces évolutions, liées directement à des transformations économiques internationales, ont eu des conséquences sociales considérables. Après, ou conjointement, à des périodes de luttes sociales, les populations ouvrières sidérurgiques ont dû se résigner à la disparition d'un univers séculaire, d'autant plus qu'elles ont vécu une sorte d'« euthanasie lente »<sup>66</sup> de l'industrie dont les restructurations n'ont pas toujours été judicieuses. Les changements économiques et sociaux, qui s'accélérent après la crise des années 1970, ont entraîné la fin d'un monde – celui de l'Homme du fer<sup>67</sup> – dont les cadres, les structures et les mentalités de celles et ceux qui y appartenaient avaient été mises en place à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et s'étaient consolidés jusqu'au milieu des « Trente Glorieuses ». Depuis cette période, le processus de tertiarisation de l'économie régionale se poursuit. Dans ce contexte, les sites sidérurgiques continuent de produire pour les principaux utilisateurs d'acier que sont l'automobile, le secteur du bâtiment et des travaux publics ainsi que celui des industries mécaniques. En Europe, ces activités

---

62 INSEE, *Économie Lorraine*, « L'emploi en Lorraine : tertiarisation par désindustrialisation, forte poussée des femmes et des seniors », *op cit.*, p. 2.

63 Pour la période 2001 et 2006, 140 000 travailleurs frontaliers lorrains ont pu travailler au sein de l'économie grand-ducale dont 45 000 dans des trajectoires professionnelles durables, voir INSEE, *Économie Lorraine*, « Une réévaluation du travail frontalier lorrain au Luxembourg : l'apport de données longitudinales », n° 194-195, décembre 2009, p. 1.

64 INSEE, *Économie Lorraine*, « Le travail frontalier lorrain au diapason des économies limitrophes », n° 233, septembre 2010, p. 1.

65 Voir en annexe n° 1, le tableau de l'évolution de l'emploi dans la sidérurgie lorraine (1962-1999).

66 Michel Hau emploie cette expression pour qualifier la disparition d'une grande partie de l'industrie lorraine dans un contexte de compensation sociale de ses conséquences économiques négatives, in Pierre LAMARD et Nicolas STOSKOPF, *1974-1984. Une décennie de désindustrialisation ?*, Paris, Picard, 2009, p. 35.

67 Pour reprendre ici l'expression de Serge Bonnet.



assurent des débouchés dont le marché est limité par une croissance économique bien moindre que dans les pays dits émergents remettant en cause l'existence même de certains établissements. En 2010, alors que la France a produit 15,4 millions de tonnes d'acier<sup>68</sup>, un niveau proche de celui atteint à la fin des années 1950<sup>69</sup>, des records de production ont été battus dans le monde : 1412 millions de tonnes ont ainsi été élaborées sur la planète dont 627 millions en Chine<sup>70</sup>... Bien loin de la Lorraine désindustrialisée...

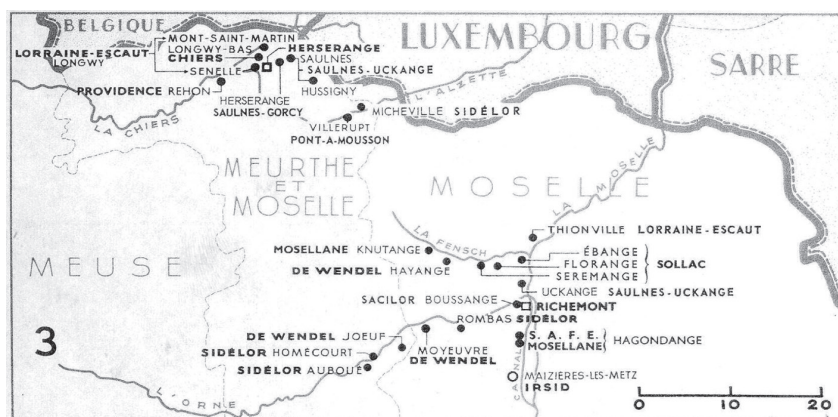
## ANNEXES

Annexe n° 1 : La diminution de l'emploi dans la sidérurgie lorraine (1962-1999)

Années	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Effectifs salariés dans la sidérurgie	88 000	80 000	78 000	39 000	12 000	8700

Source : Joël CREUSAT (dir.), *La Lorraine face à son avenir*, Paris, INSEE, 2003, p. 63.

Annexe n°2 : La Lorraine sidérurgique en 1966



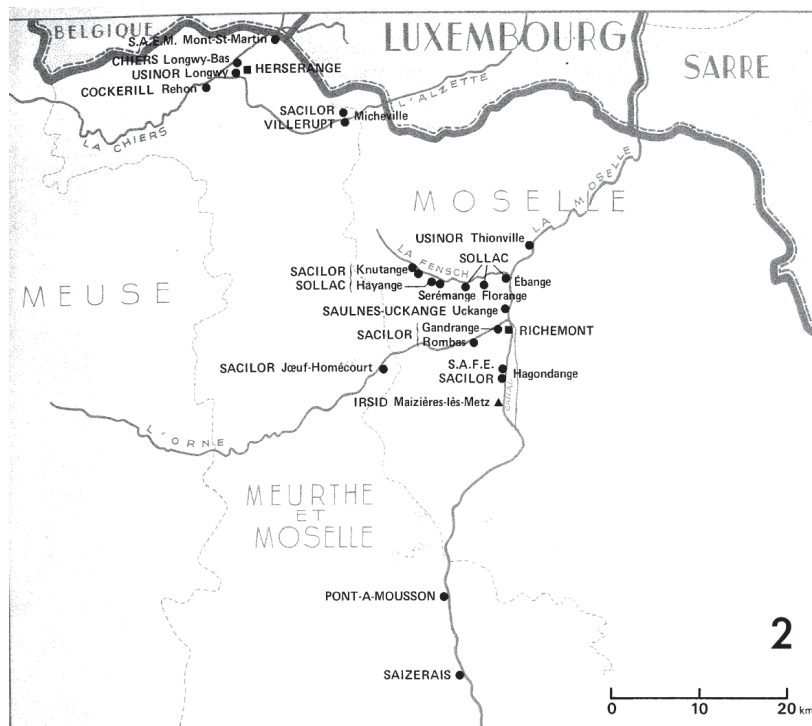
EAAM, CSSE, *Annuaire 1967*.

68 Fédération Française de l'Acier (FFA), *L'acier en France. Rapport annuel 2010*, p. 15.

69 En 1959, la France produisait 15,2 millions de tonnes. D'après EAAM, CSSE, *Annuaire 1966*, p. 1.

70 En effet, la production mondiale d'acier a progressé de 15% cette même année. Voir FFA, *op. cit.*, p. 2.

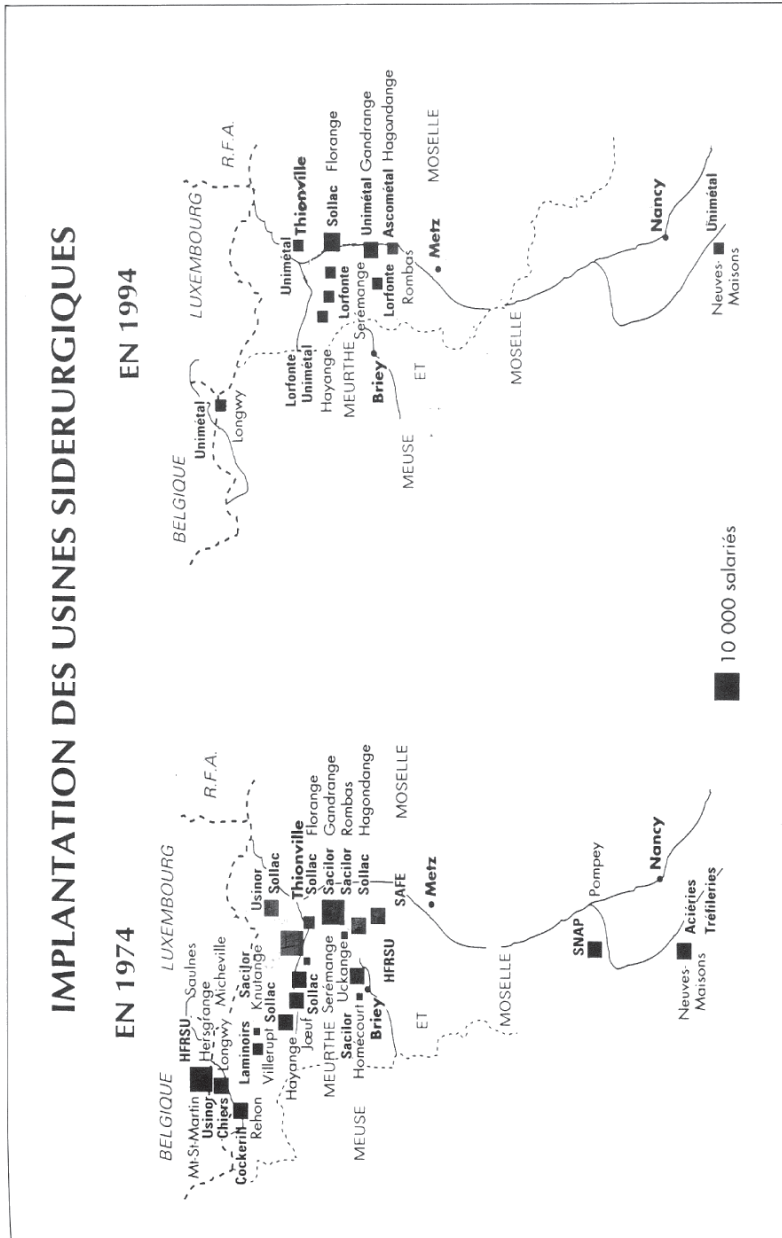
Annexe n°3 : la Lorraine sidérurgique en 1976



EAAM, CSSE, *Annuaire 1977*. Comme pour 1966, la région de Nancy n'apparaît pas sur la carte, mais les usines de Neuves-Maisons et Pompey appartiennent également à ce domaine géographique.

- Annexe n°4 en page 28 -

Annexe n° 4 : Évolution de l'implantation des usines sidérurgiques (1974-1994)



René BOUR (dir.) in Georges GRIGNON (dir.), *Encyclopédie illustrée de la Lorraine. Sciences et techniques*, Metz-Nancy, Éditions Serpenoise-PUN, 1995, tome 2 *L'épopée industrielle*, p. 121.